

LGTB, le coming-out du social

Loin du cliché de l'homme gay, blanc, issu de la classe moyenne et vivant en ville, les personnes LGBTQIA+ sont en fait plus à risque de basculer dans la (grande) précarité. La part des personnes ayant connu des épisodes de vie en rue seraient cinq fois plus élevée parmi les LGBT que dans la population générale, indique une enquête européenne. Plus que d'autres, elles demeurent pourtant dans un «sans-abrisme caché», notamment parce que leur expérience des services d'aide reste entachée de réflexes LGTBphobes (lire «Du sofa à la rue : le sans-abrisme caché des LGBT», p. 16-18).

Parmi les plus fragiles, les personnes trans. Focus, en bande dessinée, sur les violences subies par des femmes trans en situation de prostitution dans le quartier Yser à Bruxelles. Une BD réalisée par Klou (auteure de *Bagarre érotique. Récits d'une travailleuse du sexe*) et inspirée par le documentaire *Yser* et l'étude «Incivilités et violences à l'égard des travailleur(se)s et prostitué(e)s trans dans le quartier Yser», tous deux menés avec l'asbl Alias (lire «Les guerrières d'Yser», p. 19-23).

Est-ce aux structures LGBTQIA+ d'intégrer davantage les questions sociales ou au secteur social-santé de devenir davantage «LGBTQIA+ friendly»? «*Il faut les deux!*», assure Myriam Monheim, du centre de planning familial Plan F à Bruxelles, pour qui les structures généralistes doivent se former, mais qui précise aussi qu'il «*y a aura toujours quelque chose de plus fort et de plus dense du côté des structures communautaires*» (lire «Vers un secteur social-santé 'LGBTQIA+ friendly'», p. 28-30). Dans les maisons des repos, où les seniors peuvent être «*invisibles autant pour la société que dans la communauté LGBT*», les réflexions et formations sont lancées... Objectif : faire de ces lieux de vie des espaces aussi inclusifs qu'égalitaires (lire «Le retour au placard», p. 31-33).

Faut-il pour autant mettre sur pied des structures sociales spécifiques pour ces publics? Alors que les pouvoirs publics ont multiplié ces derniers temps les places dans les refuges ou logements dédiés, sur le terrain, on s'interroge sur la mise en concurrence entre populations précarisées (lire «Des refuges pour jeunes LGBT : une priorité?», en p. 24-27). Le débat est ouvert. •

CE DOSSIER A ÉTÉ ILLUSTRÉ PAR SOPHIE DELLA CORTE ET RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE EQUAL.BRUSSELS.



Du sofa à la rue : le sans-abrisme caché des LGBT

Au Canada et aux États-Unis, on estime que 20 à 40 % des jeunes sans abri seraient LGBTQIA+. En Belgique, pas de chiffres, mais une chose est sûre : les personnes LGBT, quel que soit leur âge, sont plus à risque de se retrouver en situation de (grande) précarité. Une problématique encore peu prise en compte.

PAR MARINETTE MORMONT

Exclusion du foyer familial ou nécessité de le fuir pour pouvoir vivre sa sexualité, exil lié à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité de genre : les situations sont multiples, mais, pour chacun, il s'agit de se sauver pour se révéler ou, tout simplement, pour se réaliser. Un exode invisible qui pousse à lâcher son logement, son emploi ou ses proches, à s'isoler et, parfois, à développer des conduites à risque. Avec une menace à la clef : celle de basculer dans la précarité.

Derrière ces situations de rupture se cachent de profondes vulnérabilités. Les personnes LGBTQIA+ subissent toujours des discriminations dans tous les champs de leur vie. Leur santé mentale est globalement plus fragile, ébranlée par l'intériorisation des LGTBphobies, de la honte de soi et de l'appréhension du rejet, susceptibles de provoquer un stress chronique. Ce stress, on le désigne sous le nom de «stress minoritaire», un concept développé en 2003 par le psychiatre américain Ilan H. Meyer pour expliquer la prévalence plus élevée des problèmes de santé mentale chez ces personnes, davantage

sujettes aux comportements suicidaires, aux épisodes de dépression ou aux addictions (la consommation d'alcool et de drogues est plus importante dans la population LGBTQIA+ et tend à augmenter le risque de précarisation).

«Les communautés LGBT, si elles sont une ressource pour beaucoup, peuvent parfois être oppressantes et reproduire à leur insu des discriminations – racistes, sexistes – et pousser à l'exclusion. Ces facteurs de stress peuvent amener les personnes à s'isoler et à avoir très peu de ressources», résume Isabelle Gosselin, psychologue clinicienne, chercheuse à l'Observatoire du sida et des sexualités et chargée de projet à l'asbl Ex Aequo pour la création d'une Maison Arc-en-Ciel de la santé.

ACCUEIL EN CRISE

Les facteurs d'exclusion se croisent et se renforcent. Parmi les LGBTQIA+ ayant vécu une expérience de sans-abrisme : de nombreux migrants dont les cultures d'origine sont peu inclusives sur le plan du genre.

La criminalisation de l'homosexualité dans 69 États dans le monde¹ et, plus largement, les actes homophobes fréquents dans la sphère privée poussent à l'exil. En Belgique, le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) a traité, au cours de l'année 2019, 569 dossiers de demandes de protection internationale pour un motif lié à l'orientation sexuelle/l'identité de genre (OSIG), introduites par des personnes principalement originaires d'Irak, du Cameroun, du Sénégal, du Maroc et du Venezuela. 54 % de ces demandes ont essuyé un refus².

À la fois singulière et semblable à tant d'autres, l'histoire de ce jeune réfugié ivoirien rencontré au Rainbow Refugee Committee, un espace de parole et de soutien pour les demandeurs d'asile LGBT, illustre ces parcours d'exil. Fils aîné d'une famille musulmane et conservatrice – son père est dans l'armée –, le dévoilement de son homosexualité vire au drame. Et là commence la galère. Un visa en poche, il fuit son pays et débarque en Espagne puis à Paris où il doit rejoindre des amis. Mais le rendez-vous est loupé : les amis manquent à l'appel. Contraint de passer ses nuits dehors, il se fait agresser deux fois – «à cause de mon comportement efféminé». Un ami, un autre, l'incite alors à prendre le train jusqu'à Bruxelles, car, lui dit-il, «la Belgique loge». Le jeune Ivoirien introduit dans notre pays une demande d'asile. Dans le centre d'accueil où il est hébergé, il a un toit, un lit, mais les violences psychologiques à son égard se perpétuent. Son voisin de chambre, Ivoirien lui aussi, diffuse en boucle des chansons homophobes ; les familles du centre interdisent à leurs enfants de l'approcher.

Aujourd'hui, le jeune homme a son statut de réfugié, mais éprouve une grande peine à voir tant de personnes LGBT sans solution d'hébergement. Car entre-temps, la crise de l'accueil s'est aggravée, laissant sur le carreau de nombreux demandeurs d'asile – LGBT ou non. Le groupe de soutien hebdomadaire du Rainbow Refugee Committee rassemble ce mercredi après-midi une trentaine de personnes, des jeunes hommes pour la plupart, quelques femmes et un couple de femmes iraniennes avec un enfant. Parmi elles, certaines sont en centre d'accueil, d'autres ont échoué sur un divan ou dans une cave, et plusieurs sont à la rue. «En Algérie, je suis

passé par là. On est habitués. Mais on espérait mieux en arrivant ici. Et puis les conditions climatiques, c'est vraiment difficile... Et comme LGBT, on ne peut pas affronter n'importe qui», témoigne l'un d'entre eux.

Si l'orientation sexuelle et l'identité de genre se révèlent être parfois l'unique motif de migration – chez les personnes originaires du Maghreb notamment –, dans certains cas, ce n'est que «la cerise sur le gâteau» – par exemple chez les natifs d'Irak ou d'Afghanistan. Pour les uns, l'orientation sexuelle est clairement affirmée, pour d'autres, les mots n'ont pas encore été posés – mais ils devront impérativement l'être en vue de l'obtention d'un droit de séjour. Il y a aussi celles et ceux qui débarquent en Europe «pour faire du travail du sexe de manière temporaire, ramasser de l'argent, puis rentrer chez eux», ajoute Guilhem Lautrec, directeur de l'asbl Alias, qui travaille dans un but de promotion de la santé et d'ouverture des droits avec des hommes et des personnes trans en situation de prostitution. «Parfois ils ne rentrent pas. Ils font des demandes d'asile ou demeurent illégalement sur le territoire.»

La part de personnes ayant expérimenté des moments de vie en rue est cinq fois plus élevée chez les LGBT que dans la population générale.

« DES MILLIERS »

Bien qu'aucune étude ne permette d'estimer le nombre de personnes LGBT en situation de grande précarité en Belgique, ils seraient «des milliers», à en croire le directeur d'Alias. «Ici, on accueille 450 personnes par an et ce ne sont que des personnes concernées par le travail du sexe. Ce ne sont aussi que celles qui viennent nous voir. Donc, c'est une infime minorité.» Parmi les personnes accompagnées, trois quarts sont sans abri (en rue, en hébergement, chez des

LES GUERRIÈRES D'YSER

MISE EN LUMIÈRE DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES TRANS TDS (TRAVAILLEUSES DU SEXE) DU QUARTIER D'YSER À BRUXELLES

YSER EST UN QUARTIER HISTORIQUEMENT PRÉCAIRE ET LE TRAVAIL DU SEXE Y EST IMPLANTÉ DEPUIS LONGTEMPS. SAUF QUE CE QUARTIER EST EN PLEINE GÉNTIFICATION CES DERNIÈRES ANNÉES.

PAR EXEMPLE

LES LOGEMENTS DEVIENNENT PLUS PETITS ET PLUS CHERS



DEVIENT



ET COMME LA POPULATION BOUGE, LES COMMERCES CHANGENT AUSSI



DEVIENT



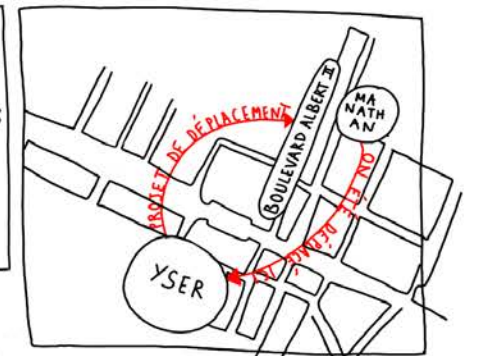
LES FEMMES TRANS TDS D'YSER SUBISSENT ALORS EN PREMIER LIEU...

1/ LA VIOLENCE DES STRATÉGIES POLITIQUES ET COMMERCIALES



LES HÔTELS DE PASSE DANS LESQUELLES ELLES TRAVAILLAIENT FERMENT CAR SURTAXÉS. ELLES N'ONT PLUS DE LIEU DE TRAVAIL, SÉCURISÉ.

ELLES SONT DÉPLACÉES CAR CONSIDÉRÉES COMME GÉNANTES CE QUI AUGMENTE LE DANGER, LES ABUS...



ILS VEULENT NOUS DÉPLACER AU BOULEVARD (ALBERT II) MAIS MOI JE NE VEUX PAS, C'EST LÀ QUE TU TE FAIS AGRESSER. IL YA 2-3 FILLES QUI TRAVAILLENT LÀ-BAS, ET TOI TU ES TOUTE SEULE *

→ connaissances ou en squat), trois quarts sont illégaux ou avec un titre de séjour précaire, la majorité a moins de 35 ans et provient surtout d'Amérique latine ou d'Afrique du Nord. « Il est difficile d'avancer des chiffres, car ces publics sont très difficiles à identifier, confirme Thierry, animateur du Rainbouw Refugee Committee. Il y aurait chaque année environ 1.500 demandes d'asile liées à l'OSIG. Dès lors qu'ils n'ont pas de place dans un centre d'accueil, ils disparaissent dans la nature. Ils doivent être des centaines à la rue. »

Alertée par les études menées aux États-Unis et au Canada sur le nombre de personnes LGBT parmi les sans-abri, mais aussi « par le fait que cette problématique revenait régulièrement dans les groupes de travail autour du sans-abrisme des jeunes », la Fédération européenne des organisations travaillant avec les sans-abri (Feantsa) a décidé, il y a maintenant cinq ans, de se pencher sur le sujet. Les données fiables manquent, mais Robbie Stakelum (Policy Officer, Feantsa) assure que « les études menées en France, au pays de Galles ou en Angleterre font état de chiffres très similaires à ceux récoltés en Amérique du Nord ». Pour y voir plus clair, la Feantsa a lancé avec l'ILGA-Europe (section européenne de l'Association internationale lesbienne et gay) une vaste enquête³ sur les formes de sans-abrisme expérimentées par les populations LGBTQIA+ en Europe. Selon les pays, 12 à 28 % des personnes LGBT interrogées ont ainsi été touchées par une période de sans-abrisme au sens large (hébergement d'urgence ou temporaire, en squat, chez des amis, en rue...). Des résultats nettement plus élevés que ceux de la population générale (la part de personnes ayant expérimenté des moments de vie en rue est, par exemple, cinq fois plus élevée chez les LGBT que dans la population générale), et dont les chiffres explosent quand on s'intéresse aux personnes trans et intersexuelles. Pour ce qui est de la Belgique, l'enquête indique que 13 % des personnes interrogées ont été confrontées à une situation de sans-abrisme.

VIOLENCES ET NON-RECOURS

Les personnes LGBTQIA+ demeurent, plus que d'autres, dans un « sans-abrisme caché ». « Souvent, ils ne s'identifient pas aux sans-abri parce qu'ils 'n'ont pas le profil'. Ils font du 'sofa surf', parfois pendant des mois, voire des années, et ne se présentent pas rapidement auprès des services d'aide. Quand ils y

parviennent enfin, ces services sont peu adaptés. Leur expérience n'est pas forcément positive et ils peuvent subir des violences de la part des autres usagers. Ils demeurent donc peu visibles et expérimentent des violences dans la rue, dans les parcs, dans les gares », détaille Robbie Stakelum, s'appuyant notamment sur les recherches du Canadien Alex Abramovich (Centre de toxicomanie et de santé mentale, CAMH), qui parle d'« effacement institutionnel » (institutional erasure) pour évoquer les facteurs de frein dans l'accès aux services d'aide pour ces publics, menant ces derniers à se sentir parfois plus en sécurité en rue que dans les programmes d'hébergement.

Car même s'il n'y a pas forcément d'homophobie ou de transphobie « actives » de la part des services, les réflexes LGTBphobes persistent et peu d'espaces « safe » pour penser l'accueil de ces publics sont aménagés. « Certains travailleurs sociaux ne se sentent pas à l'aise pour évoquer ces questions, d'autres ont peur d'« insulter » les gens, voire se demandent pourquoi il est nécessaire de mettre un focus sur les sans-abri LGBT. C'est le plus souvent dû à une ignorance de la réalité de ce problème et à une non-compréhension des besoins spécifiques des LGBT », poursuit Robbie Stakelum.

Ces violences institutionnelles, qu'elles émanent des usagers ou des travailleurs, toutes les personnes interviewées les ont observées. Elles ont pour conséquences un non-recours important et des pratiques à risque. « Pas mal de femmes trans et de jeunes mecs ont commencé à faire du travail du sexe pour pouvoir dormir quelque part, relève Guilhem Lautrec. Au bout de quelques nuits en rue, il arrive qu'ils se mettent sur Gringer pour trouver un mec chez qui baiser et dormir, voire juste pour prendre une douche. C'est une manière de survivre. Cette misère des personnes en manque de droits et qui cumulent les stigmates les met à la merci de certaines personnes et peut les pousser à accepter des pratiques sexuelles dont elles ne veulent pas. » •

1. State-Sponsored Homophobia 2020: Global Legislation Overview Update, Lucas Ramon Mendos et al., Ilga World, 2020.

2. <https://www.senate.be/www/?MIval=/Vragen/SVPrint&LEG=7&NR=827&LANG=fr>

3. Un total de 139.799 personnes âgées de 15 ans et plus, qui se disent lesbiennes, gays, bisexuelles, trans ou intersexes ont répondu à cette étude européenne menée entre mai et juillet 2019. Voir : <https://fra.europa.eu/en/data-and-maps/2020/lgbt-survey-data-explorer>

COMME LES CAFÉS DEVIENNENT DE PLUS EN PLUS HYPÉS, ELLES N'Y ONT PLUS ACCÈS

IL Y A DEUX CAFÉS QUI NE VEULENT PAS QUE JE RENTRE. ON M'A REFUSÉ LA PORTE. UN AUTRE AUSSI QUI ME DIT QUE JE NE PEUX PAS BOIRE UN VERRE PARCE QUE JE SUIS UNE PROSTITUÉE.



GROSSE DISCRIMINATION BIEN ASSUMÉE, LES GENS SONT BCP TROP À L'AISE AVEC LEUR PUTOPHOBIE

IL Y A MÊME UN COMITÉ LOCAL QUI "LUTTE" CONTRE LE TDS:

LE COMITÉ ALHAMBRA



NOUS PENSONS QUE LA FONCTION RÉSIDENNELLE DU QUARTIER EST CLAIREMENT INCOMPATIBLE AVEC LES ACTIVITÉS DE PROSTITUTION QUI Y ONT LIEU

LEUR MOYEN D'ACTION C'EST PAR EXEMPLE DE FILMER LES TDS PENDANT QU'ELLES BOSENT POUR ENSUITE LES EXPOSER SANS LEUR CONSENTEMENT POUR DÉMONTRER LEUR NUISANCE. TOP TOP.



EN GRIS LEUR PLAN C'EST DE DÉGAGER LES TDS POUR METTRE DES ESPACES VERTS À LEUR PLACE

ET QUI EST CE QUI FAIT BIEN ATTENTION À CE QUE LES DIRECTIVES DES POUVOIRS PUBLICS SOIENT RESPECTÉES?

C'EST JUSTE UNE GROSSE OPÉRATION DE NETTOYAGE TRANSPHOBIE ET RACISTE MAL CACHÉE DERRIÈRE UNE BELLE MORALE BOBO, ÇA ME REND OUF

2/LES VIOLENCES POLICIÈRES

IL Y A UNE FORTE PRÉSENCE POLICIÈRE À YSER MAIS ÇA N'ENTRAÎNE POUR AUTANT PAS DE PRISE EN CHARGE DES VIOLENCES SUBIES PAR LES TDS

ÉTONNANT ÇA



LA POLICE EST ARRIVÉE UNE HEURE APRÈS ET M'A INSULTÉE ÇA NE L'INTÉRESSAIT PAS QUE JE ME SOIS FAIT AGRESSER. ELLE A DEMANDÉ MES PAPIERS ET EST REPARTIE

IL DISAIT "TU DÉGAGES D'ICI SALE TRANS. DÉGAGE DANS TON PAYS"



EN 2013, ILS NOUS ONT TOUTES PRISES DANS UNE CAMIONNETTE. C'ÉTAIT TERRIBLE, LES MAINS ATTACHÉES DERRIÈRE. ILS ONT PRIS TOUTES LES PUTES DANS LE QUARTIER, ILS ÉTAIENT MÉCHANTS. ILS FRAPPAIENT AUSSI

ILS ONT CONTRÔLÉ NOS DOCUMENTS ET NOUS TRAITENT DE MONSIEUR



MAIS POURQUOI LES AUTORITÉS DISENT À UNE PERSONNE QUI EST RECONNUE DEVANT LA LOI COMME FÉMININE, QUI A UN DOCUMENT AVEC UN F, "MONSIEUR?"

QUAND LE GARÇON M'AGRESSAIT, ILY AVAIT LA POLICE QUI PASSAIT, ET LES GENS DISAIENT "ELLE S'EST FAIT AGRESSER"

LA POLICE A FAIT SEMBLANT DE NE PAS ME VOIR

J'AI EU UNE MAUVAISE EXPÉRIENCE AVEC LA POLICE, MAIS JE NE VEUX PAS LE RACONTER. JE NE PEUX PAS TOUT DIRE



PARCE QUE LA POLICE DÉTESTE LES PUTES

MOI JE NE TRAVAILLE PAS À YSER ET MALGRÉ LES PRIVILÈGES QUI ENTOURENT MA FAÇON DE ME PROSTITUER LE SEUL VIOL QUE J'AI SUBI AU TRAVAIL, C'ÉTAIT PAR UN FLIC

DES PROPOS COMME "PERSONNE NE TE PROTÈGE" REVIENNENT TROP SOUVENT ET REFLÈTENT L'ISOLEMENT ET L'OBLIGATION DES TDS DE SE DÉROUILLER SEULES



3/LA VIOLENCE DES INDIVIDUS

CELLE DES CLIENTS CELLE DES HABITANTS ET/OU DES PASSANTS

PARFOIS, TU MONTES AVEC DES CLIENTS ET ILS TE FRAPPENT, T'AGRESSENT. TU MONTES, IL FAIT UN TOUR PUIS IL Y EN A DEUX AUTRES QUI MONTENT, QUI TE FRAPPENT, PUIS TE JETTENT À CÔTÉ DU CANAL, DE L'AUTOROUTE

C'EST POUR ÇA QUE J'AI BEAUCOUP DE CICATRICES

ON M'A LAISSÉE DÉSHABILLÉE AU CANAL, TOUTES MES AFFAIRES ONT ÉTÉ VOLÉES. JE SUIS RENTRÉE EN PLEURANT JUSQU'À L'HÔTEL

IL Y A DES CLIENTS QUI SE BRANLENT DEVANT VOUS

IL Y A DES CLIENTS QUI TE DEMANDENT DE RESTITUER L'ARGENT, ALORS SOUVENT JE LEUR LAISSE POUR MA PROPRE SÉCURITÉ

DEUX FOIS ON M'A JETÉ DE L'ACIDE

RÉCEMMENT ILS ONT JETÉ UNE BOUTEILLE SUR LA TÊTE D'UNE FILLE PAR LA FENÊTRE

ELLE A DÛ SE FAIRE COUDRE LA TÊTE

20 GARÇONS ONT COURU APRÈS UNE TRAVESTIE. 20 GARÇONS. SUR LE BOULEVARD

UNE FOIS J'AI ESSAYÉ DE ME DÉFENDRE MAIS ALORS IL Y A EU TOUT UN GROUPE QUI EST ARRIVÉ

4/CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE

LA VIOLENCE EST OMNIPRÉSENTE DANS LEUR QUOTIDIEN

IL Y EN A 24H/24, S'ILS NE T'ONT PAS AGRESSÉE LA JOURNÉE ALORS ÇA CE SERA LE SOIR

BEAUCOUP BEAUCOUP DE CHOSES SE PASSENT C'EST TOUS LES JOURS JE NE SAIS PAS COMMENT DIRE C'EST TROP

COMME ELLES VIVENT DANS L'URGENCE, ELLES SONT OBLIGÉES D'AVOIR D'AUTRES PRIORITÉS (LOGEMENT, MANGER, PAPIERS) ET TOUT CE QUI EST PSYCHOLOGIQUE PASSE AU SECOND PLAN

ET LA VIOLENCE EST INTÉGRÉE, DEVIENT BANALE NORMALE...



IL Y A DES INSULTES TOUTES LES FINS DE SEMAINE, MAIS TU NE DIS RIEN SINON ÇA DEVIENT PIRE

ON M'INSULTE TOUT LE TEMPS, ON ME FRAPPE. C'EST NORMAL



5/RÉPONSE À LA VIOLENCE

(REVENDICATIONS DES FEMMES TRANS TDS D'YSER)

FACE À L'URGENCE DE NOTRE SITUATION NOUS DEMANDONS LE RESPECT DE NOTRE IDENTITÉ DE GENRE. NOUS DEMANDONS UN DROIT À L'ÉCOUTE ET LE MÊME ACCÈS À LA SÉCURITÉ QUE TOUT LE MONDE. NOUS VOULONS UNE ÉVOLUTION DES MENTALITÉS QUI NOUS PERMETTRAIT UN ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET AUX DROITS SOCIAUX. EN ATTENDANT SI NOUS CONTINUONS LE TDS, ALORS IL EST NÉCESSAIRE DE METTRE EN PLACE DES INFRA-STRUCTURES URBAINES ADAPTÉES COMME LA RÉOUVERTURE DES HÔTELS, DES RÉFUGES POUR POUVOIR SE METTRE À L'ABRI DES VIOLENCES ET DES ABRIS D'URGENCE

ON DOIT SORTIR TOUS LES JOURS À LA GUERRE. OUI ON DIT GUERRIÈRES

TOUT MON PUTAIN D'AMOUR EST POUR LES GUERRIÈRES D'YSER

* TOUS LES TÉMOIGNAGES SONT DES PAROLES DE FEMMES TRANSGENRES TDS TRAVAILLANT À YSER, RECUEILLIES DANS L'ÉTUDE "INCIVILITÉS ET VIOLENCES À L'ÉGARD DES TDS/PROSTITUÉES TRANS DANS LE QUARTIER D'YSER" RÉALISÉ PAR QUENTIN MOLL-VAN ROYE ET PRODUIT PAR MALICE FILMS, EN ASSOCIATION AVEC ALIAS ASBL, BELGIQUE, 2021.

Des refuges pour jeunes LGBT : une priorité?

Cela bouge vite et fort pour les sans-abri LGBTQIA+. Les pouvoirs publics multiplient les places dans les refuges ou logements dédiés. Mais, sur le terrain, on s'interroge. Faut-il mettre en concurrence les publics précarisés, et les jeunes LGBT sont-ils davantage vulnérables que les autres? La question fait débat.

PAR MARTINE VANDEMEULEBROUCKE

En décembre 2020, la secrétaire d'État à l'Égalité des chances, Sarah Schlitz (Écolo), a dégagé un budget de 945.000 euros pour créer 25 places dans les refuges qui accueillent des jeunes LGBTQIA+, à la rue en raison de leur orientation sexuelle. Quinze nouvelles places ont été attribuées au Refuge, le premier centre bruxellois d'hébergement d'urgence pour sans-abri LGBTQIA+, ouvert en mai 2018. À Bruxelles encore, la Ville a reçu, fin 2021, un subside régional de 206.000 euros pour aménager des logements en refuges pour les personnes sans abri issues de la communauté LGBT. À Liège, le refuge pour jeunes LGBT créé par la fondation Ihsane Jarfi en 2019 est désormais subventionné par la FWB et la Région wallonne, et reçoit la collaboration du CPAS de Liège.

C'est clair : les pouvoirs publics se mobilisent pour la communauté LGBTQIA+. Cyril Baijot, coordinateur du Refuge Ihsane Jarfi, utilise le mot très imagé d'« effervescence » dans les médias et chez

les décideurs politiques. La communauté LGBT, ajoute-t-il, est « une communauté engagée qui trouve des relais auprès des pouvoirs publics ». On constate, selon lui, la même mobilisation dans les services sociaux (comme les SAJ) qui veulent former leurs travailleurs à cette problématique. Pour le moment, dans les écoles de formation sociale, il y a peu de demandes en ce sens, constate le coordinateur, y compris de la part des étudiants.

Quels sont les problèmes et les attentes sur le terrain? Là, l'effervescence retombe un peu. Et des questions se posent. Peu de jeunes LGBT hébergés vivaient auparavant dans la rue, que ce soit à Liège comme à Bruxelles. « Nous avons hébergé une vingtaine de jeunes depuis 2019, explique Cyril Baijot. En général, ce sont des jeunes qui quittent le foyer familial, mais trouvent directement une solution d'hébergement chez des amis d'abord. On a eu quelques jeunes avec un profil plus 'SDF', mais c'est à peine 10 % de notre public. Les jeunes que nous hébergeons sont surtout en

demande d'informations administratives pour pouvoir se lancer, vivre seuls. » Ces jeunes n'auraient-ils pas pu être accueillis dans les refuges « traditionnels »? « Certains sont passés par là. Pour les jeunes homosexuels, ça ne pose pas de problème, mais les jeunes transgenres ont peur des problèmes de discriminations. »

LE CALVAIRE DES DEMANDEURS D'ASILE TRANSGENRES

Au CADAL, le premier et seul centre destiné aux demandeurs d'asile LGBTQIA+, on dresse une analyse assez semblable. Ce centre bruxellois, créé par Le Refuge et inauguré en décembre 2021, offre 12 places, toutes occupées. Ce qui n'est guère étonnant vu la crise de l'accueil des demandeurs d'asile. « Ceux qui ont passé quelques nuits dehors ne l'ont pas fait pour des raisons de discrimination », reconnaît Mahamed Robleh Bourale, coordinateur du CADAL. Pour lui, le CADAL est nécessaire vu la vulnérabilité particulière de certains demandeurs d'asile LGBT.

« Les centres Fedasil sont un peu paumés quand il s'agit d'assurer la sécurité des personnes LGBT, surtout si celles-ci sont transgenres ou si elles sont un peu efféminées de manière très visible. C'est le problème des chambres collectives. Fedasil regroupe dans les chambres des personnes de la même origine pour faciliter les contacts. En soi, c'est positif, mais, pour les transgenres ou les gays, c'est le calvaire. C'est toujours la communauté d'origine qui persécute le plus. Nous essayons de sécuriser les plus vulnérables et la collaboration avec les travailleurs de Fedasil se passe bien. Ce qui n'est pas le cas de l'administration qui 'règle' le problème en transférant les personnes LGBT dans d'autres centres jusqu'à ce qu'elles finissent par partir d'elles-mêmes et se retrouver dans la rue. » Fedasil dispose bien d'appartements individuels, mais « en nombre ridicule par rapport à la demande et ils sont surtout réservés aux femmes victimes de violences conjugales ».

Comment se passe l'accueil des transgenres sans abri dans les structures d'hébergement? Dimitri



→ Missotten a travaillé comme infirmier pendant dix ans dans une maison d'accueil pour sans-abri en région liégeoise. Il a connu l'expérience d'accompagner un sans-abri en pleine transformation de genre dans un refuge pour hommes. *« Cette personne avait des attributs extérieurs féminins. On s'est demandé s'il fallait la traiter différemment, lui assurer une protection particulière par rapport aux autres. Une maison d'accueil, c'est un peu comme une prison. Les hommes qui sont là, cela fait longtemps qu'ils n'ont plus eu de relation avec une femme. Comme travailleurs sociaux, nous nous sommes posé beaucoup de questions pratiques et déontologiques. On a accepté son hébergement parce que dans cette maison d'accueil, il n'y avait que des chambres individuelles avec des douches dont la porte pouvait être fermée à clé. Donc la question de la sécurité et de l'intimité ne se posait pas trop. »*

« ON A SURESTIMÉ LES PROBLÈMES »

À Namur, la maison d'accueil «Les Trois Portes» a vécu une expérience similaire. Cette fois, la personne transgenre est passée d'un refuge pour hommes à une maison d'accueil pour femmes et enfants parce qu'officiellement, au niveau de l'état civil, elle était devenue une femme même si son processus de transformation hormonale n'était pas terminé. *« Elle avait de la poitrine, des cheveux longs, se maquillait, mais avait toujours une pomme d'Adam, de la barbe et une voix grave »,* se souvient Stéphanie Darmont, assistante sociale aux «Trois Portes». *« C'est la première fois que nous étions confrontés à cette situation et on s'est demandé si on allait pouvoir accueillir cette personne dans une maison où il y avait des enfants. Les autres femmes allaient-elles réagir correctement? N'allait-elle pas subir des regards, des paroles blessantes? »* La personne a d'abord été accueillie dans un des appartements supervisés que gère Les Trois Portes, mais inévitablement, il a fallu l'intégrer aux activités quotidiennes de la maison d'accueil. Et *« les choses se sont très bien passées. Nous avons totalement surestimé les difficultés et les réactions négatives »*. Sans doute aussi parce que l'hébergée transgenre a pris l'initiative de «vider son sac», d'expliquer sa démarche auprès des autres résidentes qui l'ont écoutée avec bienveillance et sans jugement de valeur. Le plus difficile, explique Stéphanie Darmont, c'était les déplacements à Bruxelles en train : *« Je l'accompagnais dans ses démarches médicales.*

Nous devons encaisser les regards méprisants, voire assassins des voyageurs, des jeunes notamment. » Pour l'assistante sociale, cet accompagnement a été bénéfique aussi pour l'équipe de la maison d'accueil. *« Il faut se sentir capable de bousculer nos pratiques, nos valeurs. Et, comme travailleurs sociaux, connaître ses limites. On ne peut pas tout à fait accueillir une personne trans-*

« Les personnes qui sont gays, lesbiennes, bi gèrent mieux leur identité de genre en 2022 que celles qui sont en changement de genre. Pour elles, la vie de sans-abri peut être très compliquée, mais ces personnes-là, j'en ai croisé cinq ou six sur 15 ans. Par contre, des personnes âgées, des personnes ayant un handicap mental, j'en ai croisé des milliers. Par rapport à la volonté politique d'ouvrir des endroits pour les seules personnes LGBT, le rapport est complètement disproportionné. »

Dimitri Missotten, travailleur social

genre comme une autre si on ne se sent pas capable de le faire, car cela peut être lourd psychologiquement, pour tout le monde. » Pour autant, l'assistante sociale de Namur ne voit pas la nécessité de créer des maisons d'accueil spécifiques pour les personnes LGBT. Ni pour d'autres «catégories» de sans-abri. *« C'est comme pour les femmes victimes de violences conjugales. Faut-il*

des refuges qui leur soient réservés? Une personne victime de violence conjugale est certes une victime, mais elle est aussi autre chose, une femme avant tout. »

D'ABORD DU LOGEMENT POUR TOUS

Pour pratiquement tous nos interlocuteurs, il y a quelque chose de malsain à mettre en concurrence les publics vulnérables dans l'offre d'hébergement et d'accompagnement. Aude Gijssels est coordinatrice du projet Housing First au Samusocial de Bruxelles. Le Samusocial a développé, avec Le Refuge et la Ville de Bruxelles, un projet Housing First «LGBTQI». *« On avait déjà un projet Housing First pour les jeunes de 18 à 25 ans, un public qui passe trop souvent à la trappe dans les projets Housing First, dit-elle. Les jeunes ont des adresses de référence, mais ne vont pas nécessairement dans les centres d'hébergement. »* Aude Gijssels explique que l'élargissement au public LGBT est surtout une opportunité pour le Samusocial de bénéficier de davantage de logements. *« On a rentré ce projet avec Le Refuge qui travaille sur cette problématique. Qui pour moi n'en est pas une, ajoute-t-elle. Je trouve dérangeant qu'on fasse des projets de plus en plus spécifiques. Pour les femmes, pour les LGBT... Et l'homme lambda reste à la rue? Je plaide vraiment pour qu'il y ait du logement pour tous. Les jeunes LGBT ne sont pas plus vulnérables et précarisés que les autres jeunes que nous accueillons. Et ils sont très minoritaires. Sur 20 jeunes pris en charge par notre projet, il y en a deux qui se présentent avec le profil LGBT. »*

Cyril Baijot et Mahamed Robleh Bourale reconnaissent qu'il y a un débat au sein de la communauté LGBT entre ceux qui prônent l'inclusion dans les structures existantes et ceux qui défendent un hébergement séparé. *« Nous travaillons avec des jeunes qui ont, à un moment de leur vie, vécu de l'homophobie ou de la transphobie, explique Cyril Baijot. Ce sont des jeunes avant tout. Réduire leur identité à leur orientation sexuelle, je trouve que ça déshumanise la personne. »*

Dimitri Missotten est plus catégorique. Il estime que la demande de structures adaptées aux LGBT vient surtout de certaines associations. *« On peut concevoir des structures adaptées pour ceux qui en ont besoin, mais alors comme pour bien d'autres publics. Je pense aux personnes âgées qui vivent à la rue à 70, 80 ans. C'est une véritable honte. Ou à tous les sans-abri qui ont un handicap mental ou un problème de santé mentale. Ils méritent*

aussi d'avoir 'leurs' refuges. Les personnes qui sont gays, lesbiennes, bi gèrent mieux leur identité de genre en 2022 que celles qui sont en changement de genre. Pour elles, la vie de sans-abri peut être très compliquée, mais ces personnes-là, j'en ai croisé cinq ou six sur 15 ans. Par contre, des personnes âgées, des personnes ayant un handicap

« Fedasil regroupe dans les chambres des personnes de la même origine pour faciliter les contacts. En soi, c'est positif, mais pour les transgenres ou les gays, c'est le calvaire. C'est toujours la communauté d'origine qui persécute le plus. »

Mahamed Robleh Bourale, coordinateur du CADAL

mental, j'en ai croisé des milliers. Par rapport à la volonté politique d'ouvrir des endroits pour les seules personnes LGBT, le rapport est complètement disproportionné », conclut Dimitri Missotten qui reproche au monde politique d'être déconnecté de la réalité de terrain. *« Il faut une réflexion globale sur l'hébergement des personnes en grande précarité et écouter les travailleurs sociaux et les maisons d'accueil. »*

Inclusion ou accueil différencié? *« Nous avons quitté ce genre de débat, explique prudemment Mahamed Robleh Bourale pour le CADAL. Nous faisons des formations à l'intention des centres collectifs pour améliorer la prise en charge des personnes LGBT et pour que le personnel comprenne les difficultés de ces personnes. »*

« Rassembler les sans-abri LGBT dans des structures spécifiques ne va pas faire progresser l'inclusion des personnes différentes dans la société, estime Stéphanie Darmont pour Les Trois Portes. Je ne dis pas qu'il ne faut rien faire, mais il n'y a pas assez de maisons d'accueil pour tous les publics vulnérables. Je pense que, nous, dans nos structures, nous pouvons faire un accueil différencié sans faire pour autant un accueil spécifique. » •

Vers un secteur social-santé «LGBTQIA+ friendly»?

Comment les structures LGBTQIA+ intègrent-elles les questions sociales dans leurs actions? Le secteur social-santé tient-il compte des spécificités des publics LGBTQIA+? Et si pas, qu'est-ce qui ferait bouger les lignes? Regards croisés entre Anna Devroye, coordinatrice de Prisme, la Fédération wallonne des associations LGBTQIA+, Myriam Monheim, psychologue et psychothérapeute systémique au centre de planning familial Plan F à Bruxelles, et Mélanie Gerrebos, assistante sociale au service social de Tels Quels, association bruxelloise LGBTQIA+.

PAR CÉLINE TERET

ALTER ÉCHOS : Qu'est-ce qui, dans vos pratiques et dans votre secteur, vous lie à la fois aux questions sociales et aux publics LGBTQIA+?

ANNA DEVROYE : Prisme fédère 26 associations LGBTQIA+, dont les sept Maisons Arc-en-Ciel (MAC) wallonnes. L'une des missions principales des MAC est de proposer une aide sociale, psychologique et juridique aux personnes LGBTQIA+. Les questions sociales sont donc au cœur de nos actions! Mais les associations communautaires ne peuvent pas assurer le travail de tout le secteur social, d'autant que nos moyens financiers sont très limités.

MYRIAM MONHEIM : Depuis 2003, le centre de planning familial Plan F a décidé de se rendre beaucoup plus accessible aux femmes lesbiennes et bisexuelles, puis à un plus large public LGBTQIA+. Lors de mes entretiens psys, si je me rends compte de difficultés qui relèvent de problèmes sociaux

administratifs ou juridiques, je propose d'aller voir mes collègues assistantes sociales. Et en tant qu'ancienne travailleuse sociale, je suis moi-même très sensible à l'aspect social des parcours. J'ai vu sur le terrain combien c'était compliqué pour certains publics d'avoir accès aux services sociaux et aux droits les plus basiques, notamment à cause de travailleurs sociaux en face qui ne comprennent pas ce qui se passe, sont mal à l'aise ou jugent.

MÉLANIE GERREBOS : Le service social de Tels Quels travaille sur ce qui pose problème dans le parcours de vie de la personne, que ce soient des questions sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle, des demandes sociales ou juridiques... L'aspect social et la précarité des publics LGBTQIA+, on y réfléchit forcément, parce que c'est très présent dans nos pratiques de terrain et parce que ces publics se situent à la croisée de plusieurs discriminations.



AÉ : De votre point de vue, est-ce que les lignes bougent en matière d'accueil LGBTQIA+ dans le secteur social-santé?

MM : J'ai 50 ans et je peux dire que, depuis mes débuts, ça a bougé! Cependant, il y a encore un manque de prise en charge adaptée des personnes LGBTQIA+ dans les structures généralistes. Il y a encore des réticences, parce que certaines personnes restent vieillottes dans leur manière de penser ou ont peur de mal faire. Le secteur a aussi le sentiment que les personnes LGBTQIA+ ne fréquentent pas leur service alors que « tout le monde y est le bienvenu ». Pourtant, il y a forcément des personnes LGBTQIA+ dans les services sociaux, la question qui se pose est surtout pourquoi les travailleurs sociaux ne les voient pas! Statistiquement, les personnes LGBTQIA+ sont là et, statistiquement, les parcours de vie de ces personnes les vulnérabilisent davantage que si elles étaient hétérosexuelles et/ou cisgenres. Elles sont plus

susceptibles de se retrouver dans les centres de santé mentale et les services sociaux. Donc c'est très embêtant qu'elles y soient invisibles.

MG : De plus en plus de centres de planning familial, centres PMS et maisons médicales s'interrogent et se forment pour proposer un accueil aux personnes LGBTQIA+. Par contre, je ne suis pas certaine que ce soit parmi les priorités de certains services sociaux, comme les CPAS. Suite à la crise sanitaire et avec la crise énergétique, le champ social-santé est acculé...

AÉ : Ce qui coince, c'est le manque de formation des équipes psycho-médico-sociales?

MM : Les questions LGBTQIA+ ne sont pas abordées dans les formations de base des intervenants psycho-médico-sociaux. Heureusement, de plus en plus de jeunes en formation viennent titiller le corps enseignant avec des sujets de mémoire ou de

→ stage tournés vers ces questions. Les spécificités des publics LGBTQIA+ manquent aussi dans la formation continue des équipes. Pourtant, les associations communautaires se sont professionnalisées et se sont mises à former les professionnels généralistes. Et aujourd'hui, certaines fédérations du secteur psycho-médico-social organisent des formations, avec l'appui de structures LGBTQIA+. Ce qui manque également, ce sont des espaces communs d'échange de pratiques. Il y a une expertise dont il faut se nourrir, s'enrichir ailleurs que dans nos maisons médicales et nos centres de planning familial. Et ce sont les personnes concernées qui détiennent cette expertise.

AD : La formation et l'échange de pratiques sur la base de l'expertise du vécu, c'est essentiel. Pour les personnes trans et intersexes, par exemple, il y a une peur et une fatigue de rencontrer des professionnels qui ne connaissent pas du tout la thématique et à qui il va falloir expliquer ce que sont la transidentité et l'intersexuation.

AÉ : Outre des équipes formées, quels seraient les ingrédients actifs pour un accueil adapté aux personnes LGBTQIA+?

AD : Il faut le dire explicitement : « Ici, les femmes homo- et bisexuelles sont les bienvenues » ou « Ici, les personnes trans et intersexes sont les bienvenues ». Une affiche dans une salle d'attente donne déjà une indication très claire et très positive. Ça peut couler de source, mais pour les personnes concernées, ça reste très compliqué de pousser la porte. En tant que personne trans, si un service se dit inclusif à l'égard des personnes LGBTQIA+, je vais beaucoup plus facilement y aller.

MM : L'idéal serait que les professionnels rendent visible leur préoccupation pour les minorités sexuelles, de genre, raciales. Visibiliser dans ses lieux, sur ses murs, mais aussi nommer dans ses écrits, ses brochures, ses statuts, sur son site internet, l'expliciter dans ses offres d'emploi... Pour ne pas rater le coche en termes de rencontre avec le ou la bénéficiaire, il faut que le public entende, voie, lise qu'il est le bienvenu. Ça ne suffit pas de le penser très fort dans sa tête en tant que professionnel ou de mettre un seul drapeau arc-en-ciel à l'entrée. Visibiliser et écrire permet aussi de laisser une trace,

ça pérennise. Par ailleurs, dans les équipes, si les personnes concernées sont celles qui détiennent l'expertise, ça ne veut pas dire pour autant qu'il faut être soi-même LGBTQIA+ pour s'engager et s'investir. Il faut surtout être touché par le sujet.

AD : J'ajouterais que l'aide psychologique, sociale et juridique est essentielle, mais que, par ailleurs, le lien social l'est tout autant pour des personnes LGBTQIA+ précarisées qui sont très isolées. Il s'agit donc de favoriser des espaces *safe* de rencontre et de contacts sociaux pour ces publics. Et de penser, aussi, l'accessibilité géographique des espaces et services.

AÉ : La priorité aujourd'hui : des structures LGBTQIA+ intégrant davantage les questions sociales ou un secteur social-santé « LGBTQIA+ friendly »?

MM : Il faut les deux ! Que les structures généralistes effectuent un travail de fond sur leurs valeurs et se forment, oui. Mais, par ailleurs, il y a aura toujours quelque chose de plus fort et de plus dense du côté des structures communautaires. Ce sont elles qui vont continuer à venir titiller les non-spécialistes en face.

AD : Il est nécessaire que les structures LGBTQIA+ continuent à développer une expertise au niveau social, car certaines personnes ne veulent se rendre que dans ces structures-là. Mais ces associations ne peuvent assurer seules le travail social ; donc il faut que les structures généralistes réalisent qu'il y a un public LGBTQIA+ avec ses spécificités et s'y forment. Plus on va avoir des services qui connaissent les thématiques, mieux ce sera pour le public qui pourra aller là où il se sent le plus à l'aise.

MG : C'est au secteur social à s'adapter au public LGBTQIA+, mais je pense aussi qu'il faut garder la présence et les spécificités des associations communautaires. Il y a également des initiatives comme la Maison Arc-en-Ciel de la Santé (MACS) qui s'installera bientôt aux Grands Carmes à Bruxelles. Ce projet est une réelle évolution des droits LGBTQIA+. Ça va créer beaucoup de synergies. Mais, pour certaines personnes, ça reste très compliqué d'aller dans une maison médicale estampillée LGBTQIA+, du fait de leur origine par exemple, ou parce que ce n'est pas la porte à côté. D'où l'importance que les maisons médicales généralistes développent l'accueil LGBTQIA+.

Le retour du placard

Être senior et homosexuel, notamment en maison de repos, reste une question encore trop souvent taboue. Pourtant, sur le terrain comme à Bruxelles, les associations se mobilisent pour porter la voix des aînés, sensibiliser le personnel soignant comme les institutions.

PAR PIERRE JASSOGNE

« Je crains d'aller en maison de repos, mais comme tout le monde, non ? », s'interroge François¹, 87 ans. « Par contre, je ne crois pas que ça soit synonyme de retour au placard... », poursuit celui qui dit avoir connu les « mauvaises années » durant sa jeunesse en 1950 où il n'était pas question de s'affirmer comme homosexuel. « Quand on est très âgé, a fortiori malade, se préoccupe-t-on encore de sa sexualité, de savoir si on est hétéro ou homosexuel ? Je n'ai pas la réponse, mais personnellement, en maison de retraite, je ne commencerais pas par dire que j'ai vécu avec un homme pendant 40 ans. Quand je vois la situation d'un de mes amis, âgé de 99 ans, qui se retrouve dans un home, noyé dans la masse, parmi 150 résidents, le véritable problème concerne moins l'homosexualité que de savoir s'il y aura un infirmier à temps s'il en a besoin. » François est conscient que, parmi les seniors LGBTQIA+, son avis n'est pas le plus partagé. « Quand j'en parle avec des amis, quand j'avoue que cela ne me préoccupe pas, ils m'évoquent immédiatement des problèmes de discriminations, en citant des situations où des seniors LGBT n'avaient pas été traités correctement. Selon eux, je sous-estime le problème... »

Ce « problème », comme le nomme François, plusieurs associations l'ont pris à bras-le-corps à l'instar des Rainbow Ambassadors, rassemblement d'aînés

LGBT né à Bruxelles en 2019. « S'il y a beaucoup d'associations LGBT, il y en a très peu pour les seniors. C'est un groupe totalement oublié », raconte Hilde De Greef, co-présidente des Rainbow Ambassadors. « Avec d'autres, quand on est devenu pensionnés, comme il n'y avait rien, on s'est dit qu'il fallait créer une association. On a bien constaté en le devenant que c'est une période pas si facile que cela. Certains rentrent de nouveau dans le placard dès lors qu'ils ont besoin de soins. Cela commence déjà à la maison lorsqu'il y a une infirmière à domicile, mais cela s'amplifie lors de l'entrée en maison de repos. Souvent, les seniors LGBT n'osent pas dire qu'ils sont homosexuels. Parce qu'ils ne savent pas comment le personnel, les résidents peuvent réagir. » Actuellement, l'association se concentre sur le « plus urgent », à savoir l'accueil des seniors LGBT en MR/MRS. Un travail commencé en pleine pandémie, notamment à Bruxelles.

SENSIBILISER LE PERSONNEL

« On s'est rendu dans plusieurs homes et, chaque fois, les réactions ont été très positives. L'idée est de sensibiliser le personnel, en allant du médecin à la technicienne de surface », explique Chille Deman, ancien assistant social actif parmi les Rainbow Ambassadors. « Souvent, on entend de la part des directeurs de maison de

→ repos qu'il n'y a pas de problème, que tout le monde est le bienvenu...», renchérit Hilde. Pourtant, les directions ne savent même pas que, parmi leurs résidents, certains n'arrivent pas avouer qu'ils sont homosexuels. C'est la raison de notre travail de sensibilisation : si une maison de repos peut créer un cadre propice à l'inclusion, alors les résidents oseront s'affirmer! » Grâce à son travail de terrain, l'association a pu recueillir divers témoignages : « En allant dans un home, un monsieur de 85 ans a mis trois ans pour se déclarer homo alors qu'il était militant... Il n'osait pas, en expliquant : 'Je dois manger tous les jours avec les mêmes personnes, et si les résidents ne m'acceptent pas, que va-t-il se passer?' », raconte Chille.

À côté de cette sensibilisation, les Rainbow Ambassadors ont rédigé un manifeste pour donner une voix aux seniors LGBTQIA+, lequel comprend cinq revendications, comme la mise en place d'une formation adaptée et complète pour toute personne qui s'occupe de seniors ou encore celle d'une clause anti-discrimination pour toutes les institutions de soins aux personnes âgées². « Vous savez, l'inclusion commence dès l'entretien d'admission en institution, continue Hilde. Adapter sa communication peut se faire très facilement. Plutôt que de poser la question : 'Êtes-vous marié(e) ou l'avez-vous été?', on peut demander : 'Avez-vous une personne importante dans votre vie?' L'emploi des mots est important. Les termes 'homosexuel' ou 'lesbienne' ne sont pas utilisés par tous les seniors LGBT. Souvent, ils préfèrent des mots comme 'ami' ou 'partenaire'. »

OUVRIR LE DÉBAT

Mais Hilde comme Chille sont bien conscients qu'il s'agit là d'un combat à mener en permanence, même dans les centres où les « ambassadeurs » ont déjà entamé des actions de sensibilisation. Cette sensibilisation passe également par l'image. L'association a créé une exposition itinérante intitulée : « Seniors LGBTQIA+ : Here we are! » « Avec cette exposition, nous voulons montrer qu'il n'y a pas un senior LGBT, mais bien une grande diversité. »

Une expo qui est passée par la maison de repos et de soins Sainte-Véronique, située dans les Marolles à Bruxelles. Pour la directrice, Kelly Mertens, c'était une évidence, même si ce ne fut pas du goût de tous les résidents. La MRS accueille en effet en son sein

des religieux. « Ma volonté était d'ouvrir le débat, de permettre la discussion », précise la directrice qui ne veut pas non plus être considérée comme une militante LGBT. « Je crois qu'il ne faut pas mettre l'accent uniquement là-dessus, sans quoi on risque de créer l'effet inverse, en rangeant les personnes dans une catégorie. Il faut être inclusif, en étant le plus égalitaire possible. » Dans l'établissement, on ne parlera donc pas de « mari » ou d'« épouse », mais plutôt de « partenaire ». Libre à chacun de l'indiquer comme il le souhaite. « De la même façon qu'on essaie de personnaliser les soins à tous les niveaux, l'homosexualité est un aspect dont il faut tenir compte. »

La directrice reconnaît qu'il y a un tabou sur le sujet en MR/MRS, tout comme il y en a un aussi au sujet de la sexualité des seniors. Car aborder la sexualité, son orientation ou son identité de genre auprès de résidents qui arrivent en institution et qui ne connaissent pas le personnel n'est pas le plus évident ni même le plus immédiat, selon Kelly Mertens. « Cela doit nous interroger en tant que professionnels. Il faut trouver les moyens pour montrer qu'on est attentifs à cette question, ouverts aussi, et qu'il n'y a pas de raison de cacher son identité, ses désirs, ses besoins, le tout sans brusquer des personnes qui n'ont pas envie d'en parler. » Complexe aussi d'évoquer la question en cas de démence ou d'Alzheimer. « Certains, vu le parcours discriminatoire qu'ils ont connu en étant jeunes, en replongeant dans un passé où ils ont dû se cacher bien souvent, réactualisent ce passé à cause de la maladie, en revivant des moments difficiles. » Parfois, la vie fait le reste et, comme ailleurs, des couples se forment : « Récemment, deux femmes se sont mises ensemble, et, devant une telle situation, on en parle ouvertement. Ce sont des personnes adultes, et ce n'est pas parce qu'elles vivent en institution de soins qu'elles n'ont plus la possibilité de choisir, de décider pour elles-mêmes. Notre tâche consiste à guider la famille en disant qu'être en couple leur fait du bien... »

Kelly Mertens admet surtout que c'est pour ses équipes un processus d'apprentissage en permanence afin de répondre au mieux aux besoins des 85 résidents. Le personnel a ainsi suivi une formation sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). « Une formation suivie non pas parce qu'on accueille un public LGBT, mais parce que c'est un besoin,

précise la directrice. Il reste par contre des situations sur lesquelles nous ne sommes pas formés parce que nous n'y avons pas été confrontés, comme l'accompagnement de personnes transgenres. »

Plus qu'un label LGBT-friendly à apposer aux MR/MRS, c'est surtout sur la formation qu'il faut miser, à en croire la directrice de la maison de soins et de repos. « Si on veut que l'accueil des seniors LGBT se normalise, il vaut mieux une approche globale. Cela fait huit ans que je travaille dans le milieu et on commence à voir une évolution tant sur la sexualité des seniors que pour l'inclusion du public LGBTQIA+. Le travail des associations y est pour beaucoup, en attirant l'attention sur ce public. »

ÉVITER L'ISOLEMENT

Attirer l'attention sur ce public, c'est le travail mené par l'association Tels Quels qui, depuis quelques années, organise des formations. Par exemple sur la sexualité et l'intimité, avec des maisons de repos de la région montoise. Un travail qui a permis de revoir les questionnaires d'inscription ou les règlements d'ordre intérieur. En 2023, l'asbl lancera une nouvelle formation à Bruxelles à destination du personnel des MR/MRS sur la question de l'accueil des seniors LGBT. « Pour beaucoup de seniors que nous rencontrons, c'est inimaginable d'entrer dans une MR/MRS. C'est même le dernier recours. Certains qui en auraient besoin retardent le moment pour y aller », indique Manon Vleminckx, assistante sociale au sein de Tels Quels. « L'entrée en maison de repos est en effet très mal vécue pour une majorité d'entre eux : certains seniors LGBT ont peur de la discrimination liée à leur vie sexuelle. Une maison de repos est un lieu institutionnalisé où toutes les frontières sont bousculées, où on ne se retrouve plus à vivre sa vie parce que la maladie, le handicap prennent le dessus sur le désir, la liberté, l'intimité. Pour une génération qui a vécu avec le fait que les institutions, d'une manière générale, ne pouvaient pas accepter leur sexualité, il n'est pas étonnant que beaucoup craignent de se retrouver à nouveau dans ce carcan, ajoute Marine de Tillesse, chargée de projet au sein de l'asbl. Se pose aussi la question des soins, renchérit-elle. Le personnel médical n'est pas suffisamment sensibilisé aux publics LGBT, situation qui isole d'autant plus ces personnes âgées, notamment pour celles vivant avec le VIH. »

Des seniors plus isolés que les autres « parce qu'il n'y a pas toujours un soutien social, familial ou autre. Surtout pour les personnes qui ont vécu la crise du sida et qui ont perdu une partie importante de leur entourage », poursuit Marine de Tillesse. Cette solitude et cet isolement impactent énormément la santé mentale

« Pour beaucoup de seniors, c'est inimaginable d'entrer en MR/MRS. C'est même le dernier recours. »

Manon Vleminckx, assistante sociale chez Tels Quels

et physique des seniors LGBT, continue Manon Vleminckx, parce qu'ils sont invisibles autant pour la société que dans la communauté LGBT. » C'est aussi pour cette raison que Tels Quels a créé en 2013 le cercle des aînés, « faute d'activités où ils pouvaient se retrouver et être qui ils sont, sans se cacher », souligne l'assistante sociale. Pour l'asbl, alors que, tant au niveau de la COCOF qu'au niveau de la Wallonie, la législation garantit le droit au respect de la vie privée, affective et sexuelle des seniors, le bon exemple pourrait être montré par les MR/MRS liées à des CPAS : « Elles pourraient être pionnières en la matière, en formant le personnel, en dégageant du temps, ne serait-ce que pour revoir les questionnaires, la charte des valeurs favorisant l'inclusion des aînés LGBT », termine Marine de Tillesse.

Un processus que vient d'ailleurs d'entamer le CPAS de Bruxelles faisant de l'accueil des publics LGBT un point d'attention des projets de vie des maisons de repos et la formation de leur personnel prévue dans le plan de diversité de la Ville. •

1. Le prénom a été modifié.

2. Un manifeste à consulter sur le site des Rainbow Ambassadors : <https://rainbow-ambassadors.be/wp-content/uploads/2022/07/manifeste-francais.pdf>